

## La Bulgarie, la Roumanie et la francophonie

Valérie-Barbara Rosoux

Volume 16, numéro 1, 1997

Prismes nationaux de la francophonie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040051ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040051ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Roux, V.-B. (1997). La Bulgarie, la Roumanie et la francophonie. *Politique et Sociétés*, 16(1), 101–118. <https://doi.org/10.7202/040051ar>

Résumé de l'article

Cet article souligne l'enjeu que représente la présence de la culture et de la langue française en Europe centrale et orientale. Membres de l'Entente francophone depuis 1992, la Bulgarie et la Roumanie ont adopté le français comme « langue de culture », en dehors de toute nécessité géographique ou historique. La première partie de l'article vise à identifier les raisons de l'adhésion bulgare à la francophonie et analyse la situation du français dans l'enseignement et dans la culture de l'État bulgare. La seconde partie étudie la tradition francophile et francophone en Roumanie, en insistant sur la dimension affective de l'attachement roumain à la latinité. Tout l'exposé tente de mettre en évidence l'importance des facteurs d'ordre politique, économique et culturel.

# LA BULGARIE, LA ROUMANIE ET LA FRANCOPHONIE

Valérie-Barbara Rosoux

*Fonds national de la recherche scientifique*

« Ma patrie, c'est la langue française. »  
Camus<sup>1</sup>

L'espace de la francophonie comprend, d'une part, les pays dont le français est la langue maternelle et, d'autre part, les pays qui n'étant pas de langue maternelle française se reconnaissent néanmoins une certaine culture française. C'est dans cette dernière catégorie que nous pouvons classer la Bulgarie et la Roumanie, membres de l'Entente francophone depuis 1992<sup>2</sup>. Ces deux États ont en effet adopté le français comme « langue de culture », en dehors de toute nécessité géographique ou historique.

Dès la chute du rideau de fer, la disparition de l'obligation d'enseigner le russe dans les pays de l'ex-bloc soviétique contribue à raviver l'intérêt porté aux langues étrangères, et donc au français, bien qu'il soit sérieusement concurrencé, voire dépassé, par l'anglais et l'allemand. Nous percevons immédiatement combien, pour les pays occidentaux et plus particulièrement pour la France, l'enjeu actuel est de taille : soutenir et promouvoir la présence de la langue et de la culture françaises en Europe centrale et orientale.

Dans une première partie, nous nous pencherons sur la situation de la francophonie en Bulgarie. Nous tenterons d'identifier les raisons de

---

<sup>1</sup> Cité par Xavier Deniau, *La francophonie*, Paris, PUF, 1995, p. 7.

<sup>2</sup> En 1991, la Bulgarie et la Roumanie sont invitées au Sommet de Chaillot avec le statut d'observateur. C'est en 1993, lors du Sommet de l'île Maurice qu'elles deviennent membres à part entière de l'Entente francophone.

Valérie-Barbara Rosoux, Université catholique de Louvain, Unité des relations internationales, Collège Jacques Leclercq, 1/8, Place Montesquieu, 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique.

Adresse électronique: [vdv170@ucl.ac.be](mailto:vdv170@ucl.ac.be)

l'adhésion bulgare à l'Entente francophone et d'analyser la situation du français à la fois dans l'enseignement et dans la culture de cet État slave. Dans une seconde partie, nous nous attacherons à l'étude de la francophonie en Roumanie. Pour mener à bien cette réflexion, nous insisterons davantage sur les relations historiques qui nouent cet État, non plus slave mais latin, à la France, avant de souligner la place réservée à notre langue dans l'enseignement et la culture roumaines.

## LA BULGARIE

Nous connaissons tous le caractère profondément slave de la Bulgarie. Nul ne peut nier la parenté qui unit, depuis le IX<sup>e</sup> siècle, les peuples bulgare et russe: ce sont en effet les Bulgares qui portent à Kiev le slavon, avant que, beaucoup plus tard, les troupes russes ne leur apportent l'indépendance. Dès lors, n'est-il pas légitime de s'interroger sur les raisons de l'adhésion bulgare à l'Entente francophone ?

### Pourquoi la francophonie?

Pour répondre à cette question, il est utile de poser un double regard, d'une part, sur les aspirations de l'Entente francophone et, d'autre part, sur les attentes de l'État bulgare.

Fondée sur la pluralité et la solidarité des cultures, des langues et des modes de vie, l'Entente francophone se décrit comme un facteur de liberté et de diversité dans le monde. En 1989, lors de la V<sup>e</sup> session du Haut Conseil de la francophonie<sup>3</sup>, le multilinguisme est reconnu comme « une source d'enrichissement, de convivialité, de promotion »<sup>4</sup>. Le Sommet de Dakar précise que « l'association du français et des langues nationales (...) devient un impératif majeur »<sup>5</sup>. Enfin, nous ne pouvons passer sous silence la mise en garde contre l'uniformisation linguistique que Jacques Chirac a faite lors du Sommet de Cotonou<sup>6</sup>. Dans ce contexte de partage et de dialogue, pourquoi s'étonner de l'accueil réservé à un État slave?

---

<sup>3</sup> Le Haut Conseil de la francophonie s'est alors réuni à Paris, les 7, 8 et 9 février 1989.

<sup>4</sup> Cité par Daniel Baggioni *et al.*, *Multilinguisme et développement dans l'espace francophone*, Paris, Didier Érudition, 1992, p. 21.

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> « Nous appelons également les arabophones, les hispanophones, ceux qui parlent hindi, chinois, japonais... à ne pas tomber dans cette solution de facilité que serait le piège de l'uniformisation linguistique ». Cité par Paul Vaute, « La Francophonie veut mobiliser toutes les langues menacées », dans *La Libre Belgique*, 5 décembre 1995.

---

**Résumé.** Cet article souligne l'enjeu que représente la présence de la culture et de la langue française en Europe centrale et orientale. Membres de l'Entente francophone depuis 1992, la Bulgarie et la Roumanie ont adopté le français comme « langue de culture », en dehors de toute nécessité géographique ou historique. La première partie de l'article vise à identifier les raisons de l'adhésion bulgare à la francophonie et analyse la situation du français dans l'enseignement et dans la culture de l'État bulgare. La seconde partie étudie la tradition francophile et francophone en Roumanie, en insistant sur la dimension affective de l'attachement roumain à la latinité. Tout l'exposé tente de mettre en évidence l'importance des facteurs d'ordre politique, économique et culturel.

**Abstract.** This paper investigates the important presence of French culture and language in Central and Eastern Europe. Members of the French-speaking communities since 1992, Bulgaria and Romania adopted French as a « cultural language ». The first part of this paper considers the main reasons for Bulgarian membership in the Francophonie and analyses the situation of the French language in Bulgarian education and culture. The second part focuses its attention on the francophile and francophone tradition in Romania, stressing on affective feature of this tradition. This paper reveals the importance of political, economic and cultural factors.

---

Outre ces considérations d'ordre culturel, nous devons souligner l'interférence croissante de facteurs politiques et économiques au sein de l'Entente francophone. Celle-ci constitue aux yeux de ses membres les plus puissants une sorte de « tremplin » pour contrebalancer l'influence d'États extérieurs, surtout anglophones, dont le pouvoir diplomatique, technologique ou commercial devient presque incontournable. Dans cette perspective, nul ne peut nier l'enjeu représenté par l'Europe centrale et orientale, par la Bulgarie en particulier. Ce pays francophile occupe, de fait, une situation géopolitique des plus intéressantes: proche de la Russie par la langue et par l'histoire, liée à l'Europe centrale par le Danube, tournée vers la mer Noire sur laquelle elle dispose de deux ports importants (Varna et Burgas), la Bulgarie offre aussi une voie d'accès privilégiée vers la Turquie et le Proche-Orient.

Penchons-nous dès à présent sur les principales attentes bulgares vis-à-vis de l'Entente francophone, qu'elles soient d'ordre diplomatique, culturel ou économique.

Remarquons tout d'abord une volonté commune à tous les États francophones dont le français n'est pas la langue officielle: la volonté de désenclavement régional. Il est évident que l'appartenance à un réseau mondial à cheval sur le nord et le sud permet une certaine diversification du registre d'action diplomatique. En outre, la participation à la francophonie engendre, pour des États qui passent du statut de pays « amis » au statut plus envié de pays « frères », la

garantie de relations privilégiées avec les grandes puissances francophones. En ce qui concerne la Bulgarie, l'appartenance à la francophonie s'inscrit dans une politique étrangère globale visant très nettement le désenclavement du pays et, plus précisément encore, un arrimage solide à l'Europe occidentale. Il nous suffit, pour illustrer cette politique extérieure, de rappeler l'adhésion bulgare à d'autres organismes internationaux tels que la zone économique de la mer Noire, le Conseil de l'Europe<sup>7</sup> ou le symposium économique de Davos. En 1993, la Bulgarie est également admise comme observateur permanent à l'Union européenne occidentale (UEO). Enfin, elle adhère au partenariat pour la paix de l'OTAN le 14 février 1994.

À côté de cet intérêt diplomatique et stratégique, la Bulgarie poursuit un objectif culturel fondé sur l'existence d'un courant francophile bulgare qui, bien que minoritaire, ne peut néanmoins pas être négligé. Au-delà d'une francophonie institutionnelle, une véritable francophilie plonge ses racines dans l'histoire de Bulgarie. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle principalement que remonte le goût des Bulgares pour la France : les philosophes du siècle des Lumières pénètrent alors une population qui sort peu à peu du joug ottoman, long de cinq siècles. La littérature bulgare est alors profondément influencée par des auteurs français comme Victor Hugo ou Alphonse de Lamartine<sup>8</sup>. Dès 1858, l'enseignement du français devient obligatoire dans les écoles laïques, afin de rompre l'emprise turque en se tournant vers l'Europe. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, le français est la langue européenne la plus étudiée dans le pays. L'instauration du régime communiste modifie considérablement le champ linguistique bulgare: le russe devient obligatoire dans tous les programmes scolaires; l'emballage croissant pour l'anglais est radicalement freiné par les stratégies dissuasives du pouvoir communiste; l'enseignement du français se maintient, mais d'énormes changements surviennent quant à la conception de la langue française elle-même. En effet, l'enseignement de toute langue étrangère se réduit alors à la transmission d'un savoir linguistique aussi pur que possible. Le français, amputé de toute dimension historique et culturelle, se réduit en quelque sorte à la syntaxe, la grammaire et la conjugaison. Depuis la chute du rideau de fer, c'est précisément cette dimension culturelle, ce supplément d'âme, cette francité - entendue comme la référence à la culture et à la civilisation françaises - qui attirent le courant francophile bulgare. En témoigne l'extrait d'une lettre

---

<sup>7</sup> Le 11 mai 1994, la Bulgarie accède pour une période de six mois à la présidence du Conseil de l'Europe.

<sup>8</sup> Lors de son voyage au Moyen-Orient, en 1833, ce dernier traverse la Bulgarie et rédige des pages remplies d'affection et de sympathie pour le peuple bulgare.

rédigée par le président de l'Association « Les avocats, amis de la France »<sup>9</sup>:

Notre désir est d'aider, chacun de toutes ses forces, la Bulgarie à entrer dans la famille des nations européennes. Dans ce but, nous aurons à étudier les traditions de la culture et de la civilisation européennes, ainsi que les nouvelles conceptions traitant le développement de notre continent. Le rôle de la Francophonie dans ce phénomène culturel européen est considérable. Pour nous, la culture française pourrait être un vrai trésor, d'où l'on puisera des idées pour le développement futur de la Bulgarie<sup>10</sup>.

Au vu de cet attachement historique, ne pouvons-nous pas affirmer que si le russe a sans nul doute eu l'influence la plus tenace sur la paysage linguistique bulgare, si le turc a marqué cette culture au fer rouge, si l'anglais la démocratise, ou plutôt la commercialise, le français la reconnaît et l'aide à préserver un patrimoine en danger ?

Enfin, outre ces attraits diplomatiques et culturels, des éléments d'ordre économique doivent être pris en considération<sup>11</sup>. La Bulgarie souffre du poids de sa dette extérieure, de la défiance des institutions financières internationales et du volume très limité des investissements étrangers. Selon les estimations de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), la Bulgarie (tout comme la Roumanie) serait nettement en retard par rapport aux pays d'Europe centrale en ce qui concerne la mise en place des mécanismes institutionnels du marché et le développement privé. Ce contexte plutôt sombre met en évidence l'urgence d'une relation privilégiée avec l'Union européenne. De plus, il est intéressant de noter l'intensité des relations franco-bulgares (facteur supplémentaire de l'adhésion bulgare à la francophonie). La France, en 1990, est le premier pays à accorder une aide financière à la Bulgarie sous la forme d'un crédit de 3 000 millions de francs destiné à des achats d'urgence (produits alimentaires,

---

<sup>9</sup> En 1990, un groupe d'avocats du barreau de Sofia a créé une association destinée à encourager la coopération, les échanges et le dialogue juridique et culturel entre les avocats bulgares et français en particulier, entre la Bulgarie et la France en général.

<sup>10</sup> Cité dans *État de la francophonie dans le monde, Données 1991*, Paris, La documentation française, 1991, p. 377.

<sup>11</sup> Dans ses relations économiques extérieures, la Bulgarie s'oriente nettement vers l'Occident, principalement vers l'Union européenne (31 % du total des exportations bulgares en 1992). À l'intérieur de l'UE, la Bulgarie s'oriente vers l'Allemagne (10 %), l'Italie et la Grèce, alors que la Russie assure toujours 17 % de ses exportations. Les importations bulgares reflètent en 1992 la même perspective: 33 % proviennent de l'UE, 23 % de la Russie, 13 % de l'Allemagne. Chiffres cités dans *Problèmes économiques*, no 2385, 3 août 1994, p. 4 et 5.

médicaments, etc.). La France jouit également d'un prestige culturel et technique indéniable. Citons, par exemple, l'excellent résultat de l'intervention faite par EDF pour améliorer la sécurité de la centrale nucléaire de Kozloduy.

Après cette petite mise au point sur la légitimité de l'adhésion bulgare à l'Entente francophone, décrivons de façon générale la place de la langue française en Bulgarie, avant de préciser son importance dans l'enseignement et dans la culture bulgares.

### Situation linguistique générale

En 1990, un sondage des *Nouvelles de Sofia*<sup>12</sup> révèle que la France représente, parmi les États de l'Union européenne, le modèle politique, démocratique et culturel. Dès lors, nous ne sommes pas étonnés que le français soit considéré comme une langue d'ouverture culturelle qui, pendant les années de régime communiste, a permis à la Bulgarie de ne pas se couper de l'Europe.

Cependant, cette même ouverture vers le monde occidental se traduit par une très forte augmentation de l'intérêt pour l'anglais, avec le risque que cela comporte pour le français d'être balayé. Une enquête récente indique que 69 % des parents souhaitent que leurs enfants apprennent l'anglais, 8 % l'allemand, 7 % le français et 1 % le russe<sup>13</sup>. En outre, les élèves de français semblent trop souvent sélectionnés par l'échec. D'après quelques données de 1993, ils passeraient pour les déçus de l'anglais...

C'est donc pour contrebalancer le poids d'un américanisme galopant, pour éviter le monopole de l'anglais que se mobilisent les francophiles qui perçoivent l'identité culturelle bulgare menacée. En 1990, le français demeure la première langue vivante enseignée: sur un nombre total de 603 350 élèves du secondaire apprenant des langues étrangères, 234 436 apprennent le français, 233 581 l'anglais et 133 792 l'allemand. Toutefois ces données doivent être nuancées: sur 11 600 élèves qui étudient une langue vivante renforcée, 6 800 apprennent l'anglais, 2 682 l'allemand et 2 199 le français<sup>14</sup>. Selon Atanassov Stoyan, la francophonie, entendue comme l'usage du français, est une réalité en extension grâce à la coopération croissante avec la France,

<sup>12</sup> *État de la francophonie dans le monde, Données 1991 et six enquêtes inédites, op. cit.*, p. 374.

<sup>13</sup> Cité dans *État de la francophonie dans le monde, Données 1993 et 6 enquêtes inédites*, Paris, La documentation française, 1993, p. 68.

<sup>14</sup> *Ibid.* Remarquons combien il semble difficile d'estimer le nombre actuel de personnes étudiant le français. En effet, si les derniers chiffres disponibles datent de 1990, les autorités francophones ne donnent que très peu d'informations complémentaires concernant la Bulgarie.

mais « la francophonie entendue comme un dynamisme culturel, économique et scientifique, n'est plus qu'une idée, un souhait, un soupir »<sup>15</sup>.

Soulignons également un élément d'ordre institutionnel. Alors que la Commission interministérielle responsable de la francophonie dépendait du ministère de la Culture, elle est à présent entre les mains du ministère des Affaires étrangères. Ce transfert de compétences, loin d'être fortuit, révèle sans aucun doute l'importance accrue de la francophonie en Bulgarie.

### Espace pédagogique

Nous voudrions, avant tout, insister sur le rôle d'innovateur qui caractérise la Bulgarie en ce qui concerne la pédagogie du français. En effet, il y a presque un demi-siècle, cet État créa pour la première fois en Europe centrale et orientale des lycées bilingues. Le système bulgare acquit donc une telle légitimité pédagogique qu'il devint le système phare, de référence, en Europe.

En outre, l'enseignement du français est de manière générale d'un excellent niveau<sup>16</sup>, et ce, tout particulièrement dans le cadre des 29 sections bilingues. Il existe également 60 lycées à français renforcé, et 9 lycées techniques ont ouvert en 1991 des classe préparatoires en français. Dans le supérieur, 5 établissements de Sofia ont récemment créé des filières francophones<sup>17</sup> : l'Université technique de Sofia, en génie électrique, l'Académie de l'Agriculture, en agronomie, l'Université de Sofia, en médecine, l'Université technologique de Sofia, en chimie industrielle, et enfin, l'Université d'Économie Internationale et Mondiale de Sofia, en économie et gestion. Dans ce dernier domaine, un institut à vocation régionale, l'Institut francophone d'administration et de gestion (IFAG), a été ouvert en 1996. La spécificité de l'IFAG est d'offrir une formation destinée à renforcer l'État de droit et l'économie de marché<sup>18</sup>. Selon l'AUPELF-UREF<sup>19</sup>, opérateur de son action, « ce projet correspond à un besoin prioritaire

---

<sup>15</sup> Atanassov Stoyan, dans *L'Année francophone internationale*, 1991, p. 131.

<sup>16</sup> Comme en témoigne la victoire de la Bulgarie (devant la Belgique et la Suisse) aux championnats du monde d'orthographe de 1990.

<sup>17</sup> Ces filières francophones internationales collaborent avec des consortiums d'établissements francophones.

<sup>18</sup> En effet, cet établissement a comme objectifs, d'une part, de former en langue française des spécialistes de haut niveau dans les secteurs du management et de la gestion de l'administration et des entreprises et, d'autre part, de soutenir des projets de recherches qui puissent contribuer au développement de la région.

<sup>19</sup> L'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française, créée à Montréal en 1961. Elle s'est dotée depuis 1987 d'une Université des réseaux d'expression française.

de la société bulgare engagée dans une mutation qui appelle de vigoureux efforts de formation (...). Plus généralement, il correspond aux besoins de l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est après la chute du communisme »<sup>20</sup>.

Ajoutons enfin que, pour soutenir la motivation francophone des Bulgares, l'ambassade française propose d'accorder aux élèves étudiant le français la possibilité de se présenter localement au baccalauréat français pour permettre l'obtention d'un diplôme reconnu sur le plan européen. Cette validation, qui permettra donc l'inscription dans des filières universitaires francophones, figure au programme de la restructuration des systèmes éducatifs bulgares.

### Espace culturel

Les médias francophones sont très utilisés dans ce pays pour l'apprentissage ou pour l'amélioration de la pratique de la langue française. Songeons, par exemple, à TV5 présent à Sofia depuis 1990, à Canal France International (repris 12 heures par jour avec sous-titrage par TV bulgare), ou encore à Radio France International qui occupe la troisième place après la radio bulgare et la radio américaine.

En ce qui concerne la presse française, elle est en général peu lue en Bulgarie<sup>21</sup>. Il ne faut cependant pas négliger l'action du Centre français de documentation scientifique et technique qui met à la disposition du public un ensemble de revues francophones. Il est de fait intéressant de relever qu'un nombre important de scientifiques bulgares parlent couramment le français.

L'Institut français de Sofia est considéré comme une vitrine de la vie économique, sociale et culturelle de la France. Instrument médiatique par excellence, il représente le lien le plus précieux entre le pouvoir français et le public francophone bulgare. L'Institut offre une bibliothèque, une médiathèque, un bar, des cours de langue et de nombreuses activités culturelles. Il organise au moins une manifestation française, ou en français, par mois (concerts, opéras, théâtre).

---

<sup>20</sup> Programme du 5<sup>e</sup> sommet des pays et des gouvernements ayant le français en partage, p. 140.

<sup>21</sup> La presse française est disponible à Sofia (*Le Monde*, et les principaux hebdomadaires), mais à des prix quasiment inabordables pour le lecteur bulgare. Dans le reste du pays, on ne la trouve que dans les grands hôtels. Cependant, dans les locaux de l'Institut culturel français, les principaux périodiques sont en vente à des prix abordables. Ces revues sont diffusées par un distributeur français qui mène une opération similaire, à une plus grande échelle, en Roumanie.

À côté de cette vitrine de la francité, les deux Alliances françaises<sup>22</sup> de la Bulgarie tissent des liens très privilégiés entre francophiles. Créée en 1904 à Sofia, la première Alliance bulgare avait à l'époque pour objet « d'unir les pupilles, les amis et les colons français en ville, de propager la langue et la culture intellectuelle françaises, et d'entretenir des relations plus intimes avec la France »<sup>23</sup>. Aujourd'hui, à côté d'un effort considérable dans le domaine théâtral, les Alliances proposent un programme d'expositions artistiques et scientifiques itinérantes.

Citons finalement la création, à Sofia, d'une société Albert Roussel, pour promouvoir la musique française contemporaine, ainsi que de nouvelles associations d'amitié franco-bulgare, par exemple l'association XXI<sup>e</sup> siècle; diffusent la langue française ainsi que la civilisation de la France<sup>24</sup> et des pays francophones parmi ses membres (plus de 700 membres à Sofia, en 1991). Ces associations dispensent également des cours du soir et de nombreux cours privés.

Aujourd'hui, avec le réseau des Alliances, le Service culturel de l'Ambassade, l'Institut de Sofia, les organisations bulgares francophones et le système d'enseignement privé et public, la France semble être le pays européen le mieux représenté sur le plan culturel.

## LA ROUMANIE

Pour qui cherche à définir la personnalité de la Roumanie, le premier caractère qui retient l'attention est sa diversité. La Roumanie est un carrefour culturel. L'histoire l'associe au monde balkanique, puisqu'elle a subi comme lui l'influence religieuse et artistique de Byzance et le joug ottoman. Mais elle n'atteste pas moins sa vocation carpato-danubienne: la géographie semble lui imposer une ouverture vers le monde germanique et hongrois, et par-delà, vers la civilisation

---

<sup>22</sup> En 1990, les pays d'Europe centrale et orientale comptent une soixantaine d'Alliances françaises. La liste des pays qui accueillent un ou plusieurs centres de l'Alliance est longue: Albanie, Hongrie, Roumanie, Ukraine, Républiques tchèque et slovaque, Moldavie, Russie, Croatie, Pologne et bien entendu Bulgarie.

<sup>23</sup> Stoyan Chichkof, *Plovdiv dans son passé et son présent*, Sofia, Sofia Press, 1926, p. 37; En 1948, un décret du ministère de l'Intérieur bulgare interdit le fonctionnement des Alliances. Ses professeurs accusés d'espionnage sont soit expulsés (les ressortissants français), soit gravement inquiétés (les nationaux). Mais dès décembre 1992, un second décret restitue légalement les Alliances françaises du pays.

<sup>24</sup> Depuis Louis XIV, la culture française s'identifie à la civilisation, le terme civilisation étant entendu dans son sens le plus noble: France, patrie des droits de l'homme, berceau de la culture et des arts, espace géographique béni des dieux. Voir à ce sujet Ernst R. Curtius, *The Civilization of France: An Introduction*, New York, Vintage Books, 1962, p. 9.

occidentale, c'est-à-dire le catholicisme, la Réforme, le mouvement des Lumières et le romantisme.

L'essentiel demeure pourtant le principe d'unité qui s'oppose aux forces centrifuges qu'aurait pu produire cette diversité : une latinité qui, depuis Trajan, ne s'est jamais effacée<sup>25</sup>. Cette latinité a permis de résister démographiquement au déferlement des Slaves au Moyen Âge et, intellectuellement plus tard, au prestige de l'hellénisme. Aussi, bien que l'alphabet cyrillique soit utilisé jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est l'alphabet latin qui s'impose au moment de la constitution d'un État que ses dirigeants appellent Roumanie, et ce, pour souligner l'héritage de l'Empire romain.

Avant de décrire la tradition roumaine de francophonie et de francophilie, je voudrais signaler que, tout comme la Bulgarie, la Roumanie poursuit, en plus de la dimension culturelle de son attachement à la langue française, un objectif à la fois diplomatique et économique. En effet, certains dirigeants roumains semblent craindre la renaissance d'une *Mittleuropa* matérialisée par les structures de coopération du groupe de Visegrad par exemple. Ainsi, le Front de salut national et l'ensemble des partis nationalistes dénoncent un impérialisme « germano-magyar » renaissant. Pour contrebalancer cette influence, la Roumanie, plus que jamais, met en exergue son caractère latin. Nous comprenons donc aisément pourquoi l'intégration européenne représente l'une des principales priorités roumaines.

De plus, l'appartenance roumaine à la communauté francophone ne peut qu'encourager le développement économique de cet État, et tout particulièrement les échanges commerciaux avec la France<sup>26</sup>. Ces échanges sont facilités par la présence de certaines sociétés françaises en Roumanie depuis 10 à 20 ans. Citons par exemple la Banque franco-roumaine créée en 1974, avec un capital détenu en partie par la Banque roumaine du commerce extérieur et en partie par un consortium comprenant le Crédit Lyonnais et la Banque nationale de Paris. Remarquons également que Rhône-Poulenc ouvre en 1991 un bureau de représentation et collabore étroitement avec les milieux scientifiques locaux. Enfin, le développement économique roumain est encouragé par le Programme de coopération franco-roumain lancé en février

---

<sup>25</sup> La langue latine que parlent les Roumains serait l'héritage des légions romaines et des populations que Trajan avait implantées au début du II<sup>e</sup> siècle, après les guerres contre les Daces. L'Empire romain abandonna le territoire de l'actuelle Roumanie à la fin du III<sup>e</sup> siècle, sous la pression des « Barbares » qui, des steppes situées au nord de la Caspienne et de la mer Noire, affluèrent vers la vallée du Danube et vers la Méditerranée.

<sup>26</sup> Dans le domaine commercial, la part française du marché roumain (6 % en 1992) place la France au troisième rang après l'Allemagne (14 % en 1992) et l'Italie (8,3 % en 1992). *Problèmes économiques*, no 2385, août 1994, p. 6 et 7.

1993, ainsi que par l'ouverture à Bucarest de l'Institut national de développement économique, financé par le ministère français des Affaires étrangères<sup>27</sup>.

Au delà de ce contexte de politique étrangère, nul ne peut dénier le rôle du français dans la constitution et dans la défense de l'identité roumaine. Soulignons donc dès à présent la tradition de francophonie et de francophilie, qui est propre à la Roumanie.

### Tradition roumaine de francophonie et de francophilie

En décembre 1989, le monde, et plus particulièrement la France, découvre avec étonnement, lors des événements de Bucarest, un phénomène pourtant bicentenaire: la plupart des Roumains parlent un excellent français.

Réaffirmer la présence civilisatrice de la culture française sur les continents ne suffit pas pour expliquer le rôle extraordinaire qu'elle a joué dans la transformation de la société roumaine à partir du XVIII<sup>e</sup> siècle, ni la présence dans la littérature francophone de noms tels que Emile Cioran<sup>28</sup>, Eugène Ionesco<sup>29</sup> ou Panaït Istrati<sup>30</sup>. Si, depuis plus de deux siècles, la Roumanie est considérée comme une île de latinité aux portes de l'Orient, cette réalité ne résulte ni d'une colonisation, ni d'une proximité géographique, ni d'une francophonie subie ou imposée. En effet, la langue française représente en Roumanie une vraie langue de cœur. L'importance de la « présence agissante<sup>31</sup> » de la culture française ne peut être réellement perçue que si nous gardons à l'esprit cette dimension affective de l'attachement roumain à la latinité<sup>32</sup>.

<sup>27</sup> N'y a-t-il pas lieu de s'interroger sur la justification des stratégies commerciales et des décisions d'investissement français ? Les Français sont présents en Roumanie malgré la situation économique, mais ne sont-ils pas réservés à l'égard d'autres pays « à cause » d'une situation économique peu différente ?

<sup>28</sup> Né à Rasinari en 1911, cet auteur développe une philosophie pessimiste sous forme d'aphorismes (*Précis de décomposition*, 1949; *Aveux et Anathèmes*, 1987).

<sup>29</sup> Ionesco naît en 1912 à Slatina. Membre de l'académie française, il dénonce dans son théâtre l'absurdité de l'existence et des rapports sociaux (*La cantatrice chauve*, 1950; *La leçon*, 1951, *Les chaises*, 1952) à travers un univers parodique et symbolique (*Rhinocéros*, 1960; *Le Roi se meurt*, 1962; *Le Piéton de l'air*, 1963; *La soif et la faim*, 1966). Il meurt à Paris, en 1994.

<sup>30</sup> Cet écrivain roumain d'expression française naît à Braila, en 1884. Tout l'œuvre de ce « Gorki des Balkans » évoque son existence errante (*La vie d'Adrien Zograffi*, 1924-1933). C'est en 1933 qu'il meurt à Bucarest.

<sup>31</sup> Olga Galatanu, « Usage du français et identité roumaine », dans *Une francophonie différentielle*, Paris, l'Harmattan, 1994, p. 333.

<sup>32</sup> « L'influence française n'est pas subie ni simplement acceptée, elle est souhaitée et aimée. Elle est objet de désir et objet d'amour. La dimension affective fait partie du pouvoir même de cette présence agissante du français et de la culture française (...) La France n'est pas simplement une alliée, elle est la sœur aînée et aimée ». *Ibid.*, p. 338.

Remontons brièvement aux sources de ce phénomène qui plonge ses racines dans l'histoire<sup>33</sup> et surtout dans les affinités culturelles des nations française et roumaine. Dès la moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, nous constatons la présence de précepteurs français dans les familles de l'aristocratie roumaine, et surtout l'introduction officielle du français comme discipline obligatoire, à côté du grec et du latin. Les princes phanariotes<sup>34</sup>, pour la plupart, ont été des interprètes de la Sublime Porte ottomane à Constantinople et connaissent ainsi le français et l'italien. À cela s'ajoute la présence des premiers secrétaires français, avant celle des consuls, à la Cour des princes de Moldavie<sup>35</sup> et de Valachie.

L'influence des princes grecs, la supériorité des femmes de la haute société pour qui la maîtrise du français et du clavecin paraît indispensable, la diffusion des livres français, le contact avec les diplomates et officiers russes francisés<sup>36</sup> concourent à implanter le français dans la future Roumanie, que la France aide donc à se constituer comme État uni et indépendant.

Signe de la prise de conscience de cette identité roumaine, un parti national, la « Partie nationale » des boyards, se constitue. Dès 1800, ce mouvement envoie un représentant à Paris, Nicolae Dudescu, afin d'exposer les aspirations des principautés roumaines à l'indépendance. Les valeurs telles que la liberté, l'indépendance ou la justice, valeurs jusqu'alors occultées dans ces provinces, commencent à influencer la société roumaine.

Entre 1804 et 1848, l'esprit public des Roumains, marqué par la personnalité de Napoléon, subit la forte influence des idées révolutionnaires françaises. Ce nouveau courant d'idées engendre dans la société civile roumaine une espèce de nouvelle religion universelle

---

<sup>33</sup> En 1968, la création de l'Église uniata marque une première étape importante: les Roumains de Transylvanie redécouvrent alors, au contact des catholiques et dans leurs voyages à Rome, leur latinité. Il faut cependant attendre le XIX<sup>e</sup> siècle, si largement ouvert à la civilisation occidentale, pour que s'établisse définitivement la langue roumaine moderne, sous l'influence du français notamment : plusieurs auteurs parlent à cet égard de « relativisation ».

<sup>34</sup> Parmi les princes phanariotes, c'est Alexandru Ipsilanti (prince de Munténie, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle) qui a le plus favorisé la pénétration du français dans l'éducation et dans la vie quotidienne.

<sup>35</sup> Remarquons que la Moldavie est, à l'heure actuelle, partagée entre la Roumanie et la République de Moldavie. En 1994, en effet, les Moldaves se prononcent par référendum pour le maintien d'un État indépendant (proclamation de l'indépendance du pays qui adhère à la CEI en août 1991), rejetant ainsi l'éventualité d'un rattachement de la Moldavie à la Roumanie. La République de Moldavie a rejoint la famille des pays « ayant en commun l'usage du français », lors du premier sommet de la francophonie à Cotonou.

<sup>36</sup> Ceux-ci occupent les principautés entre 1829 et 1834 selon les stipulations du Traité d'Andrinople conclu entre Saint-Petersbourg et Constantinople.

ayant comme prêtres les Français et comme évangile une série de préceptes nommés « les droits de l'homme et du citoyen ». La capitale française devient le lieu de rencontre des exilés d'Europe centrale et de Russie<sup>37</sup>. Les romantiques français, écrivains, savants ou professeurs entretiennent une vision relativement manichéenne de la réalité, entre ombre et lumière, barbarie et civilisation. En 1848, ces Parisiens accueillent, célèbrent et conseillent quelques jeunes membres de familles dirigeantes ou très aisées de Moldavie et de Valachie, désignés dans un journal de l'époque comme « les Français de l'Orient »<sup>38</sup>.

Le séjour de ces élites à Paris est déterminant : il confirme et renforce l'identité nationale roumaine. L'Association des étudiants roumains de France élit son président d'honneur en la personne de Lamartine qui, comme Jules Michelet et Edgar Quinet, s'engage pleinement dans l'Union des principautés roumaines. Très vite, le français pénètre la sphère politique et la sphère privée de la nation roumaine.

Sans quelques rares exceptions, la classe politique roumaine est alors francophone et francophile<sup>39</sup>. Les futurs ministres commencent leurs études dans les pensionnats français de Roumanie, et poursuivent le plus souvent des études de droit ou de science politique dans les grandes écoles françaises telles que la Sorbonne ou le Collège de France. C'est par la tradition que la politique et la diplomatie roumaine s'alignent alors sur la France.

Par ailleurs, le français, devenu familier au XIX<sup>e</sup> siècle, est souvent utilisé dans l'intimité, à tel point qu'il va jusqu'à se partager avec le roumain. Prenons l'exemple révélateur de la correspondance privée. Les archives roumaines révèlent des milliers de lettres rédigées en français. À cet égard, les nombreuses lettres rédigées -débordant de romantisme, de pathos et d'exaltation patriotique- échangées entre Jules Michelet et certains révolutionnaires roumains constituent un témoignage vivant de la réelle confiance qui unit les deux peuples. Le poète Vasile Alecsandri utilise lui aussi le français dans sa correspondance. En 1870, il s'adresse à Édouard Grenier pour lui dire combien il se sent « humilié par les échecs de la France » dont il partage la douleur et l'amertume. Une grande partie du courrier du musicien Georges Enesco est également rédigée en français. Cet artiste roumain, enseveli en France, affirme maintes fois les deux priorités qui

---

<sup>37</sup> De nombreux Polonais libéraux, démocrates et réformistes fuient la répression exercée par le régime du tsar Nicolas I<sup>er</sup> après l'échec du complot des Décembristes de 1825 en Russie et celui des insurrections polonaises de 1830.

<sup>38</sup> *La Réforme*, 1848.

<sup>39</sup> Citons par exemple le grand diplomate roumain Nicolae Titulesco (1882-1941) considéré comme un véritable orateur de la langue française.

lui sont chères: « Mon pays et puis la France ». Nous pourrions consacrer une étude entière à la correspondance en français chez les Roumains. Cette réflexion illustrerait certainement de façon significative le phénomène de francophonie.

Dès la fin de la Première Guerre mondiale, l'organisation d'une monarchie constitutionnelle rapproche plus que jamais la Roumanie de l'Europe. Bucarest est appelée, à tort ou à raison, « le petit Paris ». Le français devient une langue préférentielle, une langue de communication internationale, d'ouverture au monde, tout en demeurant également la langue de certains milieux privilégiés et celle de certaines créations littéraires.

Si la Roumanie tombe, dès 1945, dans la sphère d'influence soviétique, l'intérêt du grand public pour la culture et la littérature françaises n'en persiste pas moins. La tradition de francophonie et de francophilie représente sans aucun doute un refuge pour la population roumaine. L'usage du français, et *ipso facto*, la pratique de la culture française font partie des stratégies de défense de la société civile globale. Pendant un demi-siècle ou presque, la société roumaine, menacée dans son entité culturelle, continue d'apprendre le français et de privilégier les produits de la culture française (songeons aux très nombreuses traductions littéraires en français). Mais l'usage du français remplit aussi une fonction identitaire auprès des individus : le français dans la communication interpersonnelle, dans le discours parallèle et secret, dans l'acte d'écriture, apparaît comme une stratégie individuelle de défense, dans un contexte qui vise la destruction des individualités fortes par l'embrigadement ou l'endoctrinement.

Enfin, il serait légitime de se demander si la connaissance et la pratique du français, l'attrait pour la culture française, porteuse de valeurs civiques, ont produit des effets de déculturation et d'acculturation. Il semble pourtant que ce soit le phénomène contraire qui ait lieu: la conscience de la proximité linguistique et culturelle éveille paradoxalement un sentiment de fierté nationale. Ainsi, la tradition francophone et francophile roumaine a certainement constitué une espèce de refuge identitaire pour le peuple roumain<sup>40</sup>.

---

<sup>40</sup> Comment ne pas songer aux discours que le général de Gaulle prononce en 1968 à Bucarest? Loin d'effacer ou d'étouffer la nation roumaine, de Gaulle exhorte la culture et l'indépendance nationale de cet État. Voir à ce sujet, Catherine Durandin et Despina Tomescu, *La Roumanie de Ceaucescu*, Paris, Guy Épaud, 1988, p. 16-17.

## **Situation linguistique générale**

La situation actuelle de la langue française en Roumanie est, en apparence, positive. La quasi-totalité des intellectuels et la majorité des élites des secteurs politique et administratif ont une connaissance souvent très fine de la langue française. Dans la culture populaire, la situation du français bénéficie néanmoins d'éléments favorables, qui font de la Roumanie un des points forts de la francophonie en Europe. Le nombre de francophones est estimé à 25 % de la population, avec toutefois des contrastes sociaux ou régionaux. Sauf dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des affaires, où l'utilisation de l'anglais devient presque systématique, la demande en faveur du français est très forte. Cependant, ce succès pose de sérieux problèmes de gestion.

La crise du système éducatif roumain constitue, pour l'enseignement de la langue française, une menace d'autant plus inquiétante que la médiocrité des conditions pédagogiques risque d'entraîner chez les familles une perte de confiance dans les chances de promotion sociale des jeunes qui choisissent le français comme première langue. L'avenir de la langue française dans ce pays repose donc très largement sur la capacité des pays francophones développés à accompagner les restructurations de l'enseignement roumain.

## **Espace pédagogique**

Malgré le nouvel intérêt porté à l'anglais, le français demeure incontestablement la première langue étrangère enseignée. La mesure la plus marquante de ces dernières années réside dans l'obligation, prise par décret en 1990, d'étudier dès l'âge de huit ans une langue étrangère. Dans l'enseignement primaire, où l'apprentissage débute en deuxième année, environ 38 % des élèves (700 000) choisissent le français. Dans l'enseignement secondaire, 25 % des étudiants (600 000) préfèrent le français comme première langue. Dans l'enseignement supérieur, les départements de français comptent plus ou moins 2500 étudiants<sup>41</sup>.

Les conditions matérielles demeurent relativement précaires, sauf dans les grands lycées (deux par département) et les établissements qui ont choisi d'organiser des classes à français renforcé (2000 élèves concernés). Outre ces 44 lycées bilingues, environ 250 établissements roumains (un sur quatre) sont jumelés ou associés à un établissement français, belge ou suisse.

Depuis 1990, trois filières francophones sont en place: à l'Institut technique de Bucarest (en ingénierie), à l'Université de Bucarest (en

---

<sup>41</sup> *État de la francophonie dans le monde, 1993, op. cit.*, p. 68-69.

sciences humaines), et à l'Académie des sciences économiques de Bucarest (en économie et en gestion).

Enfin, mentionnons la création de l'École doctorale régionale à Bucarest, associée à l'École des hautes études en sciences sociales de Paris, à l'Université Laval de Québec, à l'Université libre de Bruxelles et à l'Université de Neufchâtel. Cette dernière institution poursuit depuis 1993 une double vocation: devenir un centre de synergie de l'Est de l'Europe et du monde balkanique contemporain, et un centre d'excellence francophone des sciences de l'homme.

Dans le domaine scientifique, depuis le redémarrage de la coopération scientifique franco-roumaine, nous assistons à une véritable floraison de colloques internationaux en Roumanie. Que ceux-ci soient réalisés dans le cadre de relations bilatérales ou dans le cadre de projets européens, la France en est le plus souvent l'élément moteur.

### **Espace culturel**

Pour tenter de résister à l'infiltration de certains modèles culturels d'origine anglo-saxonne, jugés peu compatibles avec l'esprit latin des Roumains, la Roumanie accueille trois Alliances françaises et trois centres culturels francophones. En outre, la ligue de coopération culturelle et scientifique Roumanie-France se propose, depuis janvier 1990, de promouvoir la langue et la culture françaises ainsi que la francophonie.

Depuis mai 1992, le centre international de presse de Bucarest distribue trois grands quotidiens français le lendemain de leur parution. L'association « Des journaux pour la Roumanie » donne également accès à de nombreuses revues françaises, moyennant des tarifs modiques. De plus, une presse nationale spécialisée en langue française touche des domaines tant scientifiques que littéraires. Par ailleurs, de nombreux articles de la presse française sont repris, voire traduits dans la presse locale.

La coopération entre la France et la Roumanie est très active dans le secteur du journalisme. Une partie des cours de la Faculté de Bucarest d'ailleurs se donnent en français. Au début de 1993, la société éditrice du mensuel *Le fil franco-roumain* a lancé un nouvel hebdomadaire en langue française, à dominante économique et destiné surtout aux investisseurs français en Roumanie.

En ce qui concerne les médias, la radio nationale roumaine reprend quelques émissions enregistrées, fournies par RFI qui, par ailleurs, diffuse sur le réseau Radio Delta. La télévision roumaine, équipée par la France d'antennes paraboliques, retransmet de nombreux

programmes de TV5. Cette chaîne est réémise 13 heures par jour, depuis l'Institut polytechnique de Bucarest.

## CONCLUSION

Dans cette fin du XX<sup>e</sup> siècle, il ne fait plus guère de doute que la domination d'un État ou d'un groupe d'États sur les autres dépende de l'influence acquise dans trois secteurs: le commerce international, la technologie de pointe et la diplomatie multilatérale. La langue est l'instrument idéal pour s'imposer dans ces trois domaines. Ainsi, la domination linguistique se profile déjà comme un des facteurs majeurs de la puissance du XXI<sup>e</sup> siècle. Devant la percée incontestable de l'anglais qui règne sur l'informatique, la finance internationale, la presse, les communications ou encore la musique, les francophones doivent permettre l'accès à leur communauté. Actuellement la redistribution du pouvoir engendrée par la chute du rideau de fer rend cette réalité plus manifeste encore en Europe centrale et orientale.

Nous voudrions également insister sur la langue française, vecteur de transmission des valeurs démocratiques. L'usage du français peut de fait répondre aux besoins et aux attentes, souvent non exprimés, des sociétés post-totalitaires, en particulier des sociétés civiles bulgare et roumaine. Pourquoi ne pas inscrire l'enseignement de la langue et de la civilisation françaises au quotidien parmi les stratégies privilégiées de transmission des valeurs démocratiques? En d'autres termes, l'étude de textes et d'exemples de communication orale au quotidien dans la société française pourrait peut-être développer une pensée interprétative et critique qui permette la remise en question des idées reçues, sans parti pris ni violence. L'étude de la communication en français pourrait, dans cet esprit, faciliter la redécouverte des formules de civilité et des stratégies argumentatives non menaçantes de la langue maternelle. L'objectif n'est donc pas d'acculturer ou de nier une culture nationale propre, mais bien au contraire de faciliter la reconnaissance des richesses de celle-ci.

Enfin, au-delà de leur diffusions, au-delà des repères démocratiques qu'elles révèlent, la langue et la culture françaises ne pourront-elles pas également séduire un public et lui proposer une autre voie que la simple consommation? Nul ne peut nier l'influence que peu exercer une langue sur les choix culturels. En pleine ère de consommation hédoniste, la langue ne jouerait-elle pas un rôle de détonateur?

« La langue de l'homme est le gouvernail de son navire »<sup>42</sup>. Nous connaissons la valeur de ce repère indispensable pour garder le cap et progresser. Sans entretenir un optimisme de façade, le français ne pourrait-il pas assurer, en Bulgarie comme en Roumanie, une fonction identitaire primordiale ? C'est peut-être dans ce rôle de gouvernail que réside le principal défi de la francophonie dans cette partie de l'Europe.

---

<sup>42</sup> Amenhemhât, *Enseignements*, II<sup>e</sup> millénaire avant J.-C., cité par Maurice Maloux, dans *Dictionnaire des proverbes, sentences et maximes*, Paris, Larousse, 1984, p. 302.